

Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P

Fourniture et Maintenance des onduleurs implantés dans les bâtiments des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la Nouvelle-Aquitaine

**Marché N° 01_2025PS_PrA
MAPA**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement.....	4
1.2	Cadre juridique du marché.....	4
1.3	Partis contractantes	5
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ	6
3.1	Forme du marché	6
3.2	Nature du marché	7
3.3	Montant du marché	7
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 5	DURÉE DU MARCHÉ ET POINT DE DÉPART DES PRESTATIONS.....	7
5.1	Durée du marché – délai d’exécution	7
5.2	Entrée différée	7
ARTICLE 6	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
6.1	Pièces particulières.....	8
6.2	Pièces générales.....	8
ARTICLE 7	MODALITÉS D’EXÉCUTION DES COMMANDES.....	9
7.1	Adresse d’exécution	9
7.2	Maintenance préventive forfaitaire	9
7.3	Maintenance corrective hors forfait via accord cadre à bons de commande.....	9
7.3.1	Emission des devis	9
7.3.2	Emission de bons de commande pour les commandes hors forfait ou Hors BPU	10
7.3.2.1	Commande hors forfait (BPU).....	10
7.3.2.2	Commande exceptionnelle hors BPU	10
ARTICLE 8	FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 9	INTERLOCUTEUR ET SUIVI DU MARCHÉ	11
9.1	Interlocuteurs.....	11
9.1.1	Interlocuteurs organismes membre du groupement	11
9.2	Suivi du marché	11
ARTICLE 10	RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	12
ARTICLE 11	OBLIGATION DU TITULAIRE	12
11.1	Obligations de résultat	12
11.2	Garantie de continuité des prestations :	12
11.3	Obligation de conseil	12
11.4	Obligation d’information	12
ARTICLE 12	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
12.1	Gestion des déchets	13
12.2	Critères de performance	13
ARTICLE 13	PLAN DE PROGRÈS	14
13.1	Principe et cadrage de l’architecture du plan de progrès	14
ARTICLE 14	LE PRIX	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
14.1	Prix de base initial	15
14.2	Forme du prix	16
14.3	Révision du prix par variation de l’indice	16
14.4	Clause butoir	17
14.5	Clause de sauvegarde	17
14.6	Clause de réexamen et cas de modification du marché.....	17

ARTICLE 15	FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT	19
15.1	Modalités de règlement	19
15.2	Modalités de facturation	19
15.3	Délai de règlement	19
15.4	Intérêts moratoires	20
15.5	Avances	20
ARTICLE 16	CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES	21
ARTICLE 17	PENALITES	22
ARTICLE 18	MISE A JOUR DES DOCUMENTS	23
18.1	Rapport d'activité annuel :	23
18.2	Clause de propriété :	23
ARTICLE 19	CERTIFICATS	24
ARTICLE 20	SOUS-TRAITANCE.....	24
ARTICLE 21	RESILIATION DU MARCHE	25
ARTICLE 22	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
ARTICLE 23	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	26
ARTICLE 24	CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL.....	27
ARTICLE 25	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	27
ARTICLE 26	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE.....	27

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr/

1.2 Cadre juridique du marché

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande composé de :

➤ **CPAM de la Gironde**

Représentée par Monsieur Philippe Claussin, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : Place de l'Europe

33085 Bordeaux cedex

➤ **CPAM de Bayonne**

Représentée par Monsieur Véronique Toulouse, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : 68 et 72 allées Marine

64111 Bayonne Cedex

➤ **CPAM de la Charente**

Représentée par Madame Nathalie Etcheverria, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : Boulevard de Bury

CS 80000

16910 Angoulême

➤ **CPAM de la Charente-Maritime**

Représentée par Monsieur David Xardel Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : 55 rue de Suède

CS 70507

17014 La Rochelle Cedex 1

➤ **CPAM de la Corrèze**

Représentée par Madame Laura Zanin, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : 6 rue Souham

19033 Tulle

➤ **CPAM de la Haute Vienne**

Représentée par Monsieur Aymeric Seguinot, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : 22 avenue Jean-Gagnant

87037 Limoges Cedex

➤ **CPAM des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno Poncet, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207, rue de Fontainebleau
Boîte Postale 409
40013 Mont-de-Marsan cedex

➤ **CPAM du Lot-et-Garonne**

Représentée par Monsieur Olivier Filiol, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 2, rue Diderot
Place Armand Fallières
47914 Agen cedex 9

➤ **CPAM de Pau**

Représentée par Monsieur Véronique Toulouse, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 26bis, avenue des Lilas
64022 Pau cedex 9

➤ **CPAM de la Vienne**

Représentée par Madame Sylvie Landrieau, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 41 rue du Touffenet
86043 Poitiers Cedex 9

➤ **CPAM de la Creuse**

Représentée par Madame Béatrice Moleon, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 2 rue Marcel Brunet
23014 Guéret

➤ **DRSM**

Représentée par Madame Patricia Peyclit
Adresse : Quartier du Lac 80 Avenue de la Jallere
33 300 Bordeaux

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde** - représentée par Monsieur Philippe CLAUSSIN son Directeur - est coordonnateur du groupement, conformément à la convention constitutive du groupement passée entre les organismes précités.

Le coordonnateur a reçu compétence pour gérer la procédure de passation du marché, signer et notifier le marché au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Il est également garant du respect du marché et de l'application des pénalités, résiliation.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

Chaque organisme listé ci-dessus membre du groupement de commandes est un organisme privé gérant un service public, il s'agit d'organismes de sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale ainsi qu'au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

1.3 Partis contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- D'une part tous les membres du groupement de commandes à savoir :
 - CPAM de la Gironde
 - CPAM de Bayonne
 - CPAM de la Charente
 - CPAM de la Charente-Maritime
 - CPAM de la Corrèze
 - CPAM de la Haute Vienne

- CPAM des Landes
- CPAM du Lot-et-Garonne
- CPAM de Pau
- CPAM de la Vienne
- CPAM de la Creuse
- DRSM* (Organisme qui sera dissous et absorbé. Le matériel DRSM sera donc ventilé parmi les matériels des autres CPAM)

représentés par la CPAM de la Gironde en tant que pouvoir adjudicateur coordonnateur, ci-après dénommés individuellement « l'organisme » ou collectivement « les organismes ».

- D'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur les opérations de contrôle, de maintenance préventive et corrective des onduleurs implantés dans les bâtiments des caisses primaires d'assurance maladie de la Nouvelle-Aquitaine, ainsi que la fourniture d'équipements neufs et de pièces détachées.

Cet accord-cadre a une dimension régionale, c'est-à-dire qu'il a vocation à être utilisé par tous les membres du groupement de commandes listés à l'article 1.3 du présent C.C.A.P.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'objet du marché.

Article 3 FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre "composite" avec engagement maximum correspondant pour :

- Une partie à marché ordinaire relatif à des prestations récurrentes, exécutées à prix global et forfaitaire, sur la base de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire;
- et une partie à un accord-cadre, relatif à des prestations à la demande, exécutées à prix unitaire au moyen de bons de commande b R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins, en application des articles R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique et selon les conditions reprises aux CCAP.

La conclusion des bons de commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Néanmoins leur exécution peut courir au-delà du terme de l'accord cadre durant un délai de 3 mois maximum.

La durée d'exécution sera fixée dans les bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Ce marché est conclu à obligation de résultat. Les prestations prévues devront être réalisées régulièrement et intégralement selon les termes définis au contrat.

La CPAM de la Gironde en sa qualité de coordonnateur du Pôle Régional des Achats est le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la consultation relative à cet accord-cadre.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de prestations de service au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique.

3.3 Montant du marché

Montant maximum de l'accord-cadre sur la durée totale : 143 000€ HT

Article 4 ALLOTISSEMENT

En application de l'article L 2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Article 5 DUREE DU MARCHÉ ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

5.1 Durée du marché – délai d'exécution

Le marché est passé pour une période ferme d'un (1) an du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2026.

Il peut être reconduit trois (3) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 21 du CCAP

5.2 Entrée différée

	01/10/2025	Autres
CPAM DE VIENNE		15/06/2026
CPAM de BAYONNE		01/01/2026
CPAM de PAU		01/01/2026
CPAM CREUSE	01/10/2025	
CPAM LIMOGES		01/11/2025
CPAM LANDES		01/01/2026
CPAM LOT ET GARONNE		28/02/2026
CPAM CORREZE		01/01/2026
CPAM CHARENTE MARITIME		01/01/2026
CPAM GIRONDE		01/11/2025

DRSM	01/10/2025	
CPAM CHARENTE		01/01/2026

Pour information, les organismes ayant une date d'entrée différée vous préciseront le planning de maintenance souhaitée pour tenir compte des dates des dernières maintenances réalisées.

Par ailleurs, pour une maintenance annuelle, la période de facturation devra débuter à compter de la date d'entrée différée de l'organisme concerné et non à la date de début d'exécution du marché.

Article 6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

6.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 à l'Acte d'Engagement : La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
 - Annexe n°2 à l'Acte d'Engagement : Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
 - Annexe n°3 à l'Acte d'Engagement : Cadre de réponse valant mémoire technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 au Cahier des Clauses Administratives Particulières : Acte Contractuel de Confidentialité (ACC)
 - Annexe n°2 au Cahier des Clauses Administratives Particulières : Livret PSSI
 - Annexe n°3 au Cahier des Clauses Administratives Particulières : Mesure de Prévention
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 au Cahier des Clauses Techniques Particulières : Inventaire des équipements objet du marché
- Les bons de commandes émis par chaque organisme
- L'Offre financière et technique du titulaire

6.2 Pièces générales

- › Le code de la commande publique
- › L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale
- › Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021
- › Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 7 MODALITES D'EXECUTION DES COMMANDES

7.1 Adresse d'exécution

Le présent marché fait l'objet d'un groupement de commandes.

Il est constitué un groupement dit d'« intégration partielle » entre ses membres dans lequel le pôle régional achats, piloté par la CPAM de la Gironde est chargé d'organiser les procédures de passation des marchés et de procéder aux opérations de signature et de notification des marchés.

Après la notification du marché, chaque membre du groupement s'assure de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne dans le respect de la répartition des missions et des prérogatives des intervenants.

De plus, Le Pôle régional des Achats piloté par la CPAM de la Gironde assure la gestion administrative des événements survenant en cours d'exécution du marché.

La CPAM de la Gironde assure également la bonne exécution technique et opérationnelle du marché pour ses propres sites.

Cela signifie que les différents lieux d'exécution, répartis sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine, et repris dans l'annexe 1 au CCTP, seront à respecter par le titulaire.

L'adresse d'exécution peut être différente de l'adresse de facturation, car chaque organisme est une entité qui dispose d'un numéro SIREN propre. Ces entités assurent donc l'exécution technique et financière du marché pour son organisme.

Un fichier reprenant ces informations vous sera communiqué à la notification du marché.

7.2 Maintenance préventive forfaitaire

Aucun « bon de commande » ne sera adressé au titulaire.

La notification du marché engage juridiquement le pouvoir adjudicateur selon les éléments inscrits sur l'Acte d'Engagement.

7.3 Maintenance corrective hors forfait via accord cadre à bons de commande

7.3.1 Emission des devis

Au préalable de toute intervention, il sera exigé du titulaire la production d'un devis détaillée basé :

- **Soit sur la base des prix du Bordereau des prix unitaires (BPU)**
- **Soit sur la base des prix fixés librement par le titulaire (non prévus dans les pièces financières) avec le coefficient de frais de peine et de soin associé (inscrit au BPU)**

Les devis devront préciser :

- Caractéristiques de l'équipement objet du devis,
- Le site concerné
- La référence du numéro du marché,
- Le détail des prestations à réaliser
- Le détail des pièces et matériels à remplacer ou à installer, le cas échéant,
- Les frais de main d'œuvre éventuels (si hors forfait, BPU)

7.3.2 Emission de bons de commande pour les commandes hors forfait ou Hors BPU

7.3.2.1 Commande hors forfait (BPU)

Comme indiqué à l'article 3.1 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le présent marché pourra donner lieu à l'émission de bons de commandes pour la maintenance corrective, les commandes hors forfait mais inscrit dans le BPU..

Chaque organisme membre du groupement pourra émettre un bon de commande lors de la survenance d'un besoin pour commander toute prestation corrective selon les prix indiqués en annexe n°2 à l'Acte d'Engagement - Bordereau de Prix Unitaires (maintenance corrective, prestations ponctuelles...)

Les bons de commande pourront soit être édité :

- Suite à un devis basé sur les prix BPU
- En l'absence de devis (notamment si les prestations sont clairement identifiées dans le BPU)

Il est possible d'émettre des bons de commande jusqu'à l'expiration de l'accord-cadre, avec une exécution pouvant aller jusqu'à trois (3) mois après l'expiration de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre expiré, cela entraîne l'impossibilité de passer tout nouveau bon de commande.

Les bons de commande contiennent obligatoirement les informations suivantes :

- la référence du marché et du bon de commande (date et numéro) ;
- la désignation de la prestation (type et nombre d'unité(s) commandée(s)) ;
- la date d'exécution ;
- La durée ou périodicité ponctuelle pour chaque action corrective
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le montant HT, TVA et TTC de la commande.

Chaque organisme membre du groupement peut modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation.

Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues, et l'Organisme en question adresse un bon de commande rectificatif au titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

La modification du bon de commande fait courir à nouveau les délais pour l'application d'éventuelles pénalités de retard.

7.3.2.2 Commande exceptionnelle hors BPU

L'organisme peut passer commande via un bon de commande, exceptionnellement, de fournitures, prestations, non référencés dans le bordereau des prix unitaires du marché, sur la base d'un devis présenté par le titulaire.

Le contenu du bon de commande est le même que celui décrit ci-dessus.

Les bons de commande contiennent obligatoirement les informations suivantes :

- la référence du marché et du bon de commande (date et numéro) ;
- la désignation de la prestation (type et nombre d'unité(s) commandée(s)) ;
- la date d'exécution ;
- La durée ou périodicité ponctuelle pour chaque action corrective
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le montant HT, TVA et TTC de la commande.

En cas de réparation spécifique, le titulaire devra également établir un devis.

Le prix de ce devis se fonde notamment sur le coût horaire de la main d'œuvre précisé sur le bordereau des prix unitaires (BPU) Ce devis intégrera notamment le coefficient de frais de peines et soins (CPS).

En effet, afin de couvrir les frais indirects liés à la gestion, la manutention, le stockage, le suivi administratif et la mise à disposition des fournitures, un **coefficient de frais de peines et soins (CPS)** est appliqué au **prix d'achat net des fournitures**. Ce coefficient est fixé en % inscrit dans la pièce financière et s'ajoute au prix d'achat net pour déterminer le coût total imputé.

Le montant correspondant au CPS sera indiqué distinctement sur chaque facture.

Le délai de réalisation des prestations sera impérativement intégré au devis.

Ce devis fera l'objet d'une validation de l'organisme concerné. Ce dernier éditera ensuite un bon de commande reprenant la prestation ou les fournitures.

Ces prestations concernées par ce devis ne doivent pas représenter 15% de la valeur annuelle du forfait maintenance préventive du site.

Tout devis dont le montant unitaire est supérieur à 3 000 € HT, pourra faire l'objet d'une mise en concurrence. Décision laissée à l'appréciation de chaque organisme adhérant au marché.

Article 8 FONCTIONNEMENT GENERAL DU MARCHE

Le fonctionnement général du marché est détaillé à l'article 4 du CCTP

Article 9 INTERLOCUTEUR ET SUIVI DU MARCHE

9.1 Interlocuteurs

9.1.1 Interlocuteurs organismes membre du groupement

Un référent technique interne sera désigné par chaque organisme, membre du groupement. Il sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour l'exécution du marché, et mettra éventuellement en place avec lui des procédures de suivi.

A l'issue de la réunion de démarrage du marché, la CPAM de la Gironde en tant que coordonnateur du groupement, enverra un fichier reprenant les coordonnées de chaque référent désigné par les organismes.

Les devis, rapports devront donc être envoyés à chaque organisme concerné par la prestation et/ou déposés sur l'extranet du titulaire si existant.

9.1.2 Interlocuteurs titulaire

Le titulaire a l'obligation de désigner dès la mise en place du marché et à l'attention du coordinateur du marché un ou des correspondants en charge des prestations :

- Pour le suivi administratif du marché ;
- Pour le suivi technique du marché
- Pour la gestion des factures

Ces informations seront ensuite communiquées au référent de chaque organisme, pour suivi.

Les techniciens devront être tous habilités. Les habilitations et les CV devront être transmis au pouvoir adjudicateur.

9.2 Suivi du marché

Une réunion annuelle de suivi d'exécution du marché sera organisé avec le titulaire comme le précise l'article 9 du CCTP. Des réunions ponctuelles pourront également être organisées à la survenance d'un besoin.

Article 10 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122.7 du code de la commande publique, la CPAM Gironde pourra confier au Titulaire du marché la réalisation de prestation similaire à celles objet du présent contrat sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 11 OBLIGATION DU TITULAIRE

11.1 Obligations de résultat

Le titulaire garantit l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations.

Le titulaire est donc responsable de la bonne exécution du marché et ne peut nullement mettre en avant une défaillance de ses fournisseurs ou autre. Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Respect des stipulations décrites dans le présent CCAP mais aussi le CCTP.
- Informer et conseiller et répondre aux demandes de renseignements émanant des différentes caisses
- Communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché
- Solution définitive et pérenne en cas de réparation et/ou réfection permettant de garantir la prestation.

En cas de non-respect, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités ou résilier le marché conformément au présent CCAP.

11.2 Garantie de continuité des prestations :

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés d'un membre du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations dans le cadre du marché, le titulaire prendra les moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification équivalente.

Le titulaire devra notamment détailler dans son offre technique, le mode opératoire de gestion des imprévus.

Des pénalités pourront être appliquées en cas de non-respect de cette disposition.

11.3 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels en lien avec l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et se matérialise, le cas échéant, par un rapport qui décrit les risques et les menaces et propose des actions pour les réduire.

11.4 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord cadre.

Toute anomalie, constatée au cours d'une visite, susceptible de présenter un danger grave ou imminent doit être immédiatement signalée au responsable du site concerné.

De même, tout personnel du titulaire apercevant un matériel devant faire l'objet d'une vérification réglementaire obligatoire, et qui n'entre pas dans le présent marché, devra le signaler au responsable désigné par l'acheteur

Article 12 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Il sera fait application des articles 7 et 20 du CCAG/FCS.

Le titulaire veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire fournira les documents nécessaires à la vérification de la conformité des produits qu'il utilise. Les matériaux utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur sur le respect de l'environnement et du développement durable.

12.1 Gestion des déchets

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS, des clauses environnementales peuvent être introduites pour fixer des obligations en matière de transport, d'emballage et de gestion des déchets.

Le titulaire devra donc disposer :

- D'une flotte automobile limitant l'impact Carbone ;
- De produits limitant l'impact environnementale ;
- D'une gestion des déchets conformes à la réglementation en vigueur avec notamment de l'utilisation de la plateforme de Gestion des déchets Trackdéchets.
- D'une politique de recyclage des onduleurs conforme à la réglementation.

En cas de non-respect de cette clause, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités.

Les déchets sont triés et évacués vers des installations spécifiques en respectant le tri sélectif.

Le titulaire est chargé de la mise en décharge idoine de ses déchets, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande de l'administration.

Le titulaire devra la reprise et le recyclage des batteries usagées avec le suivi du BSDI ainsi que la reprise et recyclage des D3E pour tous les appareils objet du marché.

Le titulaire devra fournir le type et le mode de gestion des déchets mis en œuvre à l'issue des prestations. Un bordereau de suivi des déchets (BSD) pour tous les déchets, autres que ceux dits « banals » sera obligatoirement fourni

12.2 Critères de performance

Par ailleurs, le titulaire devra être attentif à l'utilisation de matériaux durables, en privilégiant les matériaux recyclés ou à faible impact écologique

Le titulaire s'engage à fournir et installer des onduleurs répondant aux normes les plus exigeantes en matière d'efficacité énergétique et de réduction de l'impact environnemental.

Pour les équipements neufs, le titulaire devra utiliser matériel de classe énergétique minimal A ou B selon l'échelle du DPE

Le titulaire devra respecter la RE2020 qui impose des seuils de performance énergétique et de réduction des émissions

Engagements du prestataire :

- Le titulaire devra mettre en œuvre des solutions innovantes permettant de limiter la consommation énergétique des équipements et optimiser leur efficacité.
- Un rapport annuel détaillant **les gains énergétiques réalisés** devra être fourni à l'acheteur public.

13.1 Principe et cadrage de l'architecture du plan de progrès

Les parties s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché. Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai de 4 semaines après la réunion de démarrage du marché.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les parties précisera les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge du titulaire ;
- 4) les actions à la charge de l'acheteur ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de partage des gains financiers ;
- 8) les instances dévolues au pilotage et à la gouvernance.

Le plan de progrès sera en effet décliné dans le cadre d'un ou plusieurs objectifs quantifiables afin de pouvoir être évalué. Ces objectifs chiffrés et leurs modalités d'évaluation seront, déterminés conjointement au cours de l'exécution du marché à l'occasion de l'élaboration du « plan de progrès ». Pour chaque objectif les parties préciseront les indicateurs de mesure.

Pour chaque objectif, les parties définiront conjointement dans le cadre du plan de progrès les actions qu'elles envisagent de mener ainsi que leur calendrier. Elles pourront préciser dans le plan de progrès les moyens qu'elles entendent consacrer à chacune des actions.

Lorsque l'objectif ou l'un des objectifs est un gain financier, les parties définiront dans le plan de progrès les modalités d'évaluation, de partage, et de récupération du gain escompté.

1. Axes de progrès

Un plan de progrès sera mis en place conjointement avec le titulaire, il visera à améliorer la qualité environnementale des prestations fournies et la qualité sociale développée pour l'exécution des prestations. Le plan de progrès s'articulera notamment autour des axes définis ci-après :

Axe 1 : la qualité environnementale

Axe 2 : la qualité sociale

Axe 3 : la qualité technique

Axe 4 : la qualité organisationnelle

Les axes de progrès peuvent être complétés conjointement par les parties dans le cadre du plan de progrès

2. Conditions de mise en œuvre

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire du marché. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

3. Acteurs du plan de progrès

Le plan de progrès est sous la responsabilité conjointe de l'acheteur et du titulaire qui assurent

Les missions suivantes :

- L'élaboration, la coordination du plan de progrès et la garantie de la cohérence technique, organisationnelle et capacitaire en s'appuyant sur le référent « plan de progrès » ;

- la priorisation des axes de progrès en s'appuyant sur les attentes des utilisateurs ;
- la validation officielle du plan de progrès (avenant cosigné pour acter les engagements des parties ou simple courrier) puis sa diffusion aux acteurs ;
- le suivi de la réalisation du plan de progrès.

Il est conseillé qu'un pilote soit désigné du côté de l'acheteur et du côté du titulaire et qu'une définition précise de leurs missions et responsabilités (élaboration/mise en œuvre/bilan du plan de progrès) soit réalisée afin que le plan soit suivi et qu'un contrôle de la conformité de celui-ci aux principes de gouvernance générale du pouvoir adjudicateur (ex : stratégie de segment d'achat) soit effectué côté acheteur.

4. Suivi et pilotage du plan de progrès

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement (ou autre périodicité à définir) un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial

Le titulaire et l'acheteur désigneront un responsable du pilotage du plan de progrès. Une revue de plan de progrès est organisée annuellement.

Les parties suivront l'avancement des actions dans le cadre d'un outil proposant le suivi des actions de mise en œuvre du plan de progrès. Un comité de pilotage du plan de progrès sera organisé à l'issue d'une période de 12 mois. Une note détaillant l'évaluation de chaque axe, objectif et action sera établie par le titulaire. Cette note sera remise préalablement à la réunion d'évaluation dont elle sert de support. »

5. Formalisation du plan de progrès

Les conditions de formalisation du plan de progrès répondent à deux hypothèses :

- Le plan de progrès modifie les stipulations du marché, dans ce cas il est contractualisé par un avenant qui précise les conditions de son exécution. À cet égard, il convient de rappeler que l'ampleur des modifications résultant du plan de progrès ne peut être substantielle et remettre en cause l'économie générale du marché. Le plan de progrès n'est donc pas un vecteur permettant aux parties d'introduire dans le contrat une modification qui en changerait l'objet, en bouleverserait l'équilibre économique et / ou remettrait en cause les résultats de la procédure de passation initiale.
- Le plan de progrès ne modifie pas les stipulations du marché mais est constitué uniquement des engagements unilatéraux des parties, dans ce cas il est formalisé par l'échange d'un courrier cosigné entre les parties.

Des axes d'amélioration et orientations prévus dans le cadre du déploiement du plan de Progrès (performances techniques, économiques, environnementales, sociales et organisationnelles) sont à renseigner en annexe..

Article 14 LE PRIX

14.1 Prix de base initial

Le prix de base initial est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres, soit aout 2025.

Si la date de remise des offres est reportée au cours de la consultation, la base de réputation des prix "mois zéro" sera celle correspondante au mois précédent la remise des offres.

14.2 Forme du prix

Il s'agit d'un marché public à prix mixte :

- **Forfaitaire : pour la maintenance préventive annuelle des onduleurs- Annexe 1 à l'AE : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 du code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées ».

Le forfait comprend donc la prestation de contrôle, les frais d'équipement et les frais de transports, les produits nécessaires aux contrôles, la rédaction du rapport définitif, les petites réparations minimales, toutes les pièces et les produits nécessaires à la maintenance préventive (voyant, fusibles, produit nettoyant, cosses, colliers, etc.)

Les prix sont révisibles et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire, les charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, notamment les frais afférents à la gestion, l'organisation et l'encadrement des interventions, les déplacements, la main d'œuvre, les matériels nécessaires à la réalisation de la prestation et à sa mise en sécurité, les frais de nettoyage suite à une intervention, les frais d'évacuation et de mise en décharge ; la mise en forme, la fourniture et transmission des documents à remettre, et tous les autres frais nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le transport est compris dans le prix forfaitaire.

- **Unitaire : pour les prestations ponctuelles correctives, dépannage, fournitures des onduleurs – Annexe 2 à l'AE : Bordereau de Prix Unitaire (BPU)**

Le tarif des prestations est fixé dans le bordereau de prix par poste de l'annexe financière à l'annexe 2 de l'acte d'engagement du marché.

Les prix unitaires arrêtés pour chaque poste comprennent la prestation de contrôle, les frais d'équipement et de produits nécessaires aux contrôles, la rédaction du rapport définitif, main d'œuvre, toutes les taxes charges et assurances, et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché.

Le transport est compris dans le prix unitaire pour les prestations ponctuelles correctives, il est à la charge du titulaire d'indiquer le coût du transport dans le BPU.

Le détail est précisé au CCTP.

Les prix sont majorés de la TVA au taux en vigueur à la date de facturation.

14.3 Révision du prix par variation de l'indice

Les prix demeurent fermes pendant une durée d'un an à compter de la date de notification du marché.

Les prix sont ensuite révisibles à date d'anniversaire du marché pour chaque reconduction.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres, soit M0 = Août 2025 et peuvent être révisés par application de la formule suivante :

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.5 \text{ ICHT-IME}(n+1) / \text{ICHTIME}(0) + 0.5 \text{ IPP}(n+1) / \text{IPP}(0)]$$

Dans laquelle :

P(n) est le prix révisé ;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro).

L'index de référence utilisé est le suivant :

IPP - Indice 010534698: Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 27.12 - Matériel de distribution et de commande électrique - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes

ICHT IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Les coefficients de majoration maximum ne sont pas révisables.

Le coefficient de révision obtenu par cette formule est arrêté trois chiffres après la virgule. Les arrondis sont traités de la façon suivante : si la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4, la 3ème décimale est inchangée (arrondi par défaut), et si la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9, la 3ème est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

En cas d'indice provisoire différent de l'indice définitif, la révision tarifaire demandée fera l'objet d'une régularisation pour tenir compte du nouvel indice définitif.

Le titulaire devra donc envoyer une nouvelle demande de révision tarifaire actualisée.

Pour les éventuelles périodes de reconduction, le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'organisme coordinateur du groupement, la demande de révision tarifaire en application de la formule ci-dessus dans un délai de 2 mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Cet envoi devra se faire spontanément, sans que l'organisme sollicite le titulaire, à l'adresse suivante :

pole.achats.na.cpam-bordeaux@assurance-maladie.fr

La révision des prix, pouvant se faire à la hausse comme à la baisse.

A défaut de proposition de révision tarifaire, dans un délai imparti, les prix en cours sont reportés et sont appliqués Pour la nouvelle période de reconduction.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par l'Organisme, à la date d'anniversaire du marché, prononcée dans le délai minimum d'un (1) mois à compter de leur date de réception. L'opérateur économique en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel.

Celui-ci s'engage à faire parvenir son nouveau bordereau de prix révisés après validation par le Pôle Régional des achats, coordonnateur du marché.

14.4 Clause butoir

L'augmentation des prix détaillés dans le présent marché est limitée à 5% par an. Cette limite s'applique à tous les prix forfaitaires ou unitaires, du marché.

14.5 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de révision du prix lorsque celle-ci conduit à une augmentation de plus de 5 % par an par rapport au prix inscrit dans le bordereau de prix unitaire (BPU) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) lors la remise de l'offre pour l'attribution du marché.

14.6 Clause de réexamen et cas de modification du marché

Conformément à l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié dans les hypothèses suivantes :

- 1) Des prestations/équipements pourront être rajoutées au BPU ou DPGF, ces prestations devront impérativement être du même segment d'achat et/ou connexes des prestations initiales dans la limite de 10%, (pourcentage qui s'ajoute au pourcentage prévue par R2194-6).

- 2) Les organismes se réservent la possibilité de faire évoluer leur besoin au regard de la réglementation en vigueur ;
- 3) Cession du contrat au profit d'un nouveau Titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise Titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux ;
- 4) Prolongation du terme du marché dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant ;
- 5) Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues qu'un acheteur diligent ne pouvait pas connaître ;
- 6) Un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché ;
- 7) Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 8) Les modifications sont de faible montant.
- 9) En cas de dérive tarifaire sur les prestations hors BPU, le pouvoir adjudicateur et le titulaire pourront revenir sur les modalités de fonctionnement des prestations hors marché.
- 10) L'organisme se réserve le droit de modifier l'importance de la prestation en fonction des évolutions de son organisation :
 - a. Absorption de plusieurs sites dans un plus gros site ;
 - b. Rajout de site suite à travaux ou achats
 - c. Retrait de site suite à travaux ou vente
 - d. Réorganisation du nombre et de la nature du parc immobilier.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée. Le cas échéant, et notamment lorsque la modification impliquera une modification des engagements contractuels de l'une des parties à hauteur 10% par avenant, un avenant sera signé.

Article 15 FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Modalités de règlement

Le Titulaire facture ses interventions à chaque organisme (CPAM/UIOSS/.....), membre du groupement, **après remise du rapport d'intervention complet.**

Pour les prestations préventives, le titulaire facture à terme échu (après réalisation de la prestation de la maintenance annuelle).

En cas de visite supplémentaire ou interventions curatives, dépannage d'urgence, le titulaire devra éditer une facture sur la base des montants indiqués dans le bordereau de prix ou bons de commande.

Il adresse au service compétent de chaque organisme une facture détaillée correspondant à sa prestation.

15.2 Modalités de facturation

Le présent marché fait l'objet d'un groupement commande, les factures doivent donc être adressés à l'organisme concerné par les interventions.

En cas d'utilisation d'un logiciel de facturation, le titulaire devra créer des comptes à chaque organisme, le numéro de SIRET permettant de déposer les factures sur CHORUS étant différents.

La facturation globale entendu comme la facturation faisant apparaître tous les organismes sur une même facture n'est pas admise.

Toutes les informations de paiement propre à chaque organisme vous seront communiqués à de la notification du marché.

**Compte tenu des impératifs budgétaires des organismes de sécurité sociale de la région, les factures devront impérativement être envoyées via Chorus pro au plus tard le 15 novembre de l'année.
Les interventions prévisibles seront donc à planifier en conséquence.**

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne responsable du marché. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Conformément à l'article L2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, la facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM concerné de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

15.3 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements seront effectués après service fait et conformité de la prestation, sans réserve.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de 8 points.

Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal selon les dispositions de l'article R.2192-36 du code de la commande publique.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Les comptables assignataires du marché sont les Agents Comptables de chacun des organismes du groupement de commandes.

15.4 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 et R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L 2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires

Au regard de l'article R 3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R 3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 17 du présent CCAP seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Le règlement sera effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire mentionné à l'Acte d'engagement (AE).

15.5 Avances

Une avance pourra être accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions des articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques

Les modalités de remboursement de l'avance sont reprises dans l'article R2191-11 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Article 16 CESSIION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

A cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original est remise au titulaire du marché au moment de la notification du marché. Cette copie porte la mention d'exemplaire unique pour être remise, au gré du titulaire, à l'établissement financier de son choix.

Les cessions de créance doivent être notifiées à Monsieur l'Agent Comptable de la Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde en recommandé avec accusé de réception

Article 17 PENALITES

Par dérogation de l'article 14 du C.C.A.G-FCS, la non-exécution ou mauvaise exécution ou l'exécution partielle répétée des prestations donneront lieu aux pénalités suivantes, sans mise en demeure préalable. De même, le Titulaire se verra appliquer les pénalités par dérogation à ce même article dès le 1er euro HT pour l'ensemble de l'accord-cadre et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités s'appliquent qu'elles soient notifiées par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception. Elles concernent aussi bien les prestations récurrentes que les prestations ponctuelles ou supplémentaires

En fonction des différents manquements, le Titulaire devra mettre en place l'intégralité des actions correctives avec les moyens nécessaires afin de garantir à la CPAM Gironde la réalisation pleine et entière des prestations.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas la CPAM de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation, de la part du Titulaire dans l'éventualité du préjudice qui lui est causé.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles feront l'objet d'un avoir correspondant au montant de la pénalité à soustraire sur la prochaine facturation.

Les pénalités sont plafonnées à 30 % maximum du montant total annuel (par site) des prestations (prestations forfaitaires) ou montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra pas excéder 30% du montant total annuel des prestations (prestations forfaitaires et à bons de commande).

Type de pénalité	Délais	Montants en € HT
Inexécution d'un bon de commande.	Par constat notifié par écrit au Titulaire.	50 % du montant du bon de commande correspondant
Non-respect des délais de réalisation d'un bon de commande.	Par jour ouvré de retard	100 euros
Pénalités pour défaut d'entretien En cas de non-respect des dispositions du CCTP	Par anomalie	100 euros
En cas de non-respect de l'obligation de Résultat prévus dans l'article 11.1 CCAP :	Par constat notifié par écrit au titulaire	100 euros
En cas de non-respect de l'obligation de garantie de continuité des prestations prévus dans l'article 11.2	Par constat notifié par écrit au titulaire	100 euros
En cas de non-respect de la clause environnementale prévus dans l'article 12 du CCAP.	Par constat notifié par écrit au titulaire	100 euros
En cas de non-respect du plan de prévention 6.1 du CCTP	Par constat notifié par écrit au titulaire	100 euros

	Articles	Délais	Montant HT de la pénalité
Démarrage			
Fourniture du planning de maintenance préventives annuelle pour chaque organisme.	6.3 du CCTP	1 mois à compter de la notification puis le 1 octobre de chaque nouvelle année Dans les 15 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'organisme si entrée différée.	200€ par documents
Remise du plan de prévention de sécurité	6 du CCTP	15 jours suivant la date de démarrage du marché ou de la réception du modèle de plan de prévention reçue par l'organisme ou suite à la réunion dédiée si existante	20€ par jour ouvré de retard
Prestations préventives			
Compte rendu d'intervention	4.6 du CCTP	15 jours à compter de la date de fin de la prestation	50 € par jour ouvré de retard
Prestations curatives			
Compte rendu d'intervention suite à une intervention curative	4.6 du CCTP	2 jours ouvrés à compter de la date de fin de la prestation	50 € par jour ouvré de retard
Devis pour une intervention curatives à la suite d'une demande expresse/urgence	4.3 du CCTP	2 jours ouvrés à l'issue de son passage sur site	70 € par jour ouvré de retard
Réalisation de la prestation suite à la validation du devis pour une intervention curatives	4.3 du CCTP	2 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la validation du devis ou de l'émission du bon de commande Sauf si le bon de commande précise un délai est différent.	50 € par jour ouvré de retard
Intervention suite à Dépannage d'urgence	5.2 du CCTP	4h00 après signalement et/ou demande de la part d'un organisme.	100 € par jour ouvré de retard
Suivi annuel			
En cas de non remise du rapport d'activité annuel	18.1 du CCAP	15 jours avant la date d'anniversaire du marché.	50 € par jour ouvré de retard.

Article 18 MISE A JOUR DES DOCUMENTS

18.1 Rapport d'activité annuel :

Le rapport d'activité annuel doit être remis à l'Organisme coordonnateur au plus tard 15 jours avant la date d'anniversaire du marché.

Ce rapport devra comporter, par site, les dates de maintenance, le détail des opérations effectuées et les tarifs y afférents, ainsi qu'un retour par rapport au diagnostic initiale permettant de voir de l'évolution de la maintenance en état sur site.

Une réunion de suivi d'exécution annuel sera ensuite organisée afin de faire le bilan de l'année d'exécution et des différents rapports annuels remis.

18.2 Clause de propriété :

Tous les plans et documents dont le Titulaire pourrait avoir communication ou mettre au point restent la propriété de l'organisme, membre du groupement, concerné par la prestation, et ne peuvent être divulgués sans son accord écrit préalable.

Article 19 CERTIFICATS

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, **puis de les actualiser tous les six mois**, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :

- a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- b) Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.

4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au **Pôle régional des Achats** par voie électronique à l'adresse suivante : pole.achats.na.cpam-bordeaux@assurance-maladie.fr

La production du NOTI 2 (auquel sont joints les documents cités dans ce formulaire) par le Titulaire lui permet de remplir les obligations mentionnées aux articles cités ci-dessus du Code du travail.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 21 du présent C.C.A.P.

Article 20 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution du marché, à la condition expresse d'obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le pouvoir adjudicateur, par le titulaire et le sous-traitant.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La déclaration doit être adressée par le titulaire à l'adresse mail suivante : pole.achats.na.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Les sous-traitants devront bénéficier des mêmes qualifications et habilitations que le titulaire.
Les CV devront être fournis lors de la demande.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché doivent s'appliquer à l'ensemble des intervenants.

L'acheteur n'est lié que par l'offre financière du titulaire du marché.
Le titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Article 21 RESILIATION DU MARCHE

En cas de manquement aux obligations contractuelles, de retard important d'exécution, de défaut tenant à la qualité des prestations ou obligations de résultat, ou de tout autre comportement fautif au sens du CCAG-FCS, l'organisme pourra résilier le marché pour faute sans indemnité pour le Titulaire.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par la CPAM Gironde, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En l'absence de présentation des attestations sociales et fiscales reprises à l'article 13 dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié sans indemnité pour le Titulaire.
L'augmentation des prix détaillés au présent marché est limitée à 10% par an. Cette limite s'applique à tous les prix forfaitaires ou unitaires, du marché.

Conformément à l'article 14.4 clause butoir, en cas d'augmentation des prix détaillés au présent marché supérieur à 5 %, la CPAM Gironde se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans indemnité pour le Titulaire.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché sans mise en demeure préalable, dans le cas suivant :

- Au-delà de 3 mois consécutifs ou non de prestations pénalisées pour plus de deux caisses, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché en application de l'article 17 du présent C.C.A.P. relatif au cumul de pénalités)

La CPAM Gironde se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans un délai minimum de quatre mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée de notification de résiliation, sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnisation.

Si du fait d'événements extérieurs relevant d'un cas de force majeure entraînant la fermeture des locaux (incendie, inondations, catastrophes naturelles...), l'exécution des prestations devenait impossible, la CPAM Gironde se réserverait le droit de résilier l'accord-cadre sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

Par ailleurs, en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, après avoir invité le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

21.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché peut être prononcée par l'organisme, sans faute du titulaire, pour un motif d'intérêt général. Par dérogation aux articles 29 alinéa 2 et 33 du CCAG-FCS, cette résiliation n'ouvrira pas droit à indemnité pour le titulaire.

21.2 Résiliation pour faute

En complément des cas énoncés à l'article 32 du CCAG-FCS, l'organisme pourra résilier le marché pour faute du titulaire, sans indemnité ni mise en demeure préalable, par une lettre envoyée au titulaire en recommandé avec accusé de réception :

- Si les manquements répétés et constatés par le titulaire n'étaient pas corrigés dans le délai imparti,
- Non réalisation de la prestation annuelle,
- Non-respect des règles de sécurité, d'hygiène, ou de la confidentialité des documents.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par lettre recommandée avec accusé de réception, et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

21.3 Résiliation à l'initiative du pouvoir adjudicateur

L'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché, de plein droit, sans possibilité de demander la perception d'indemnité par le titulaire, avec un préavis de 3 mois, dans les cas suivants :

- Augmentation des prix détaillés au présent marché supérieure à 5% par an (en application de la clause de sauvegarde prévue à l'article 14.5 du présent C.C.A.P ;

Article 22 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, en cas de défaillance répétée du Titulaire, dûment constatée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'organisme se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés.

A compter de la troisième semaine de défaillance, l'organisme peut résilier le marché sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce, avec un préavis de huit jours. Par ailleurs, l'organisme se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

Article 23 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire du contrat est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit, des accidents survenant dans les locaux mis à sa disposition, par le fait de son personnel, des matériels confiés, des dégâts produits à l'occasion de sa prestation (Art. 1382 à 1384 du Code Civil).

A cet effet, le Titulaire devra se prémunir et souscrire obligatoirement une assurance afin d'être garanti pour ces risques éventuels. Les garanties de cette assurance devront être illimitées pour les risques corporels.

Un exemplaire du contrat d'assurance sera transmis dans un délai maximal de 10 jours francs après la demande de l'Organisme.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation en présentant, à chaque sollicitation de l'Organisme, les polices ou quittances correspondantes.

Le non-respect de ces clauses par le Titulaire entraînerait la résiliation d'office du contrat sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

Article 24 CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'organisme un acte contractuel de confidentialité joint en annexe n°1 au CCAP

Un livret SSI est également annexée au présent CCAP reprenant toutes les exigences en termes de Sécurité du Système de l'Information. Ce livret est réputé être pris connaissance par tout technicien devant intervenir sur les sites des caisses concerné par le marché.

Article 25 DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires et/ou sous-traitants.

Article 26 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R2197-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux
30 rue des Frères Bonie, CS11403, 33077 Bordeaux.
Tel : 05 47 33 90 00